

Département de la Somme



Enquête publique n° E19000227/80

Du 10 février au 10 mars 2020 inclus

**Relative à la demande d'autorisation d'exploiter
en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le
territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg (80),
ainsi que la demande de servitudes d'utilité publique,
présentée par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL)**



**Désignation du commissaire enquêteur
par le Tribunal administratif d'Amiens le 23 décembre 2019**

**Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique
de Madame la Préfète de la Somme du 10 janvier 2020**



Conclusions du commissaire enquêteur

Transmises le 6 avril 2020

**Demande d'instauration de
Servitudes d'Utilité Publique**

**Avis du commissaire enquêteur
P. JAYET**



Conclusions et avis

Demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publiques

Sommaire

1- Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant	01
1-1. Le contexte général	01
1-2. La demande d'autorisation d'exploiter	02
1-3. Le dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique	03
1-3-1. Maîtrise foncière des parcelles du projet	03
1-3-2. Règlement d'urbanisme	03
1-3-3. Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes	03
1-3-4. Évaluation des impacts au regard de la compatibilité des activités environnantes	04
1-3-5. Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées	04
a) Procédure et références réglementaires	04
b) Périmètre concerné par les servitudes	04
c) Énoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes	04
d) Durée d'institution des servitudes	05
e) Indemnités	05
f) État des parcelles implantées dans un rayon de 200 m en pourtour de l'ISDND	05
2- L'enquête publique	06
2-1. L'arrêté du 10 janvier 2020 de Madame la Préfète du département de la Somme	06
a) Objet de la demande visée par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020	06
b) Mise en application des dispositions relatives à l'organisation de l'enquête publique	07
2-2. Autres formalités	07
a) Réunion préparatoire et visite guidée sur site à Thieulloy-l'Abbaye	07
b) Publicité complémentaire	08
2-3. Synthèse de l'enquête publique	08
3- Les motivations de l'avis relatif à la demande d'instauration de SUP	08
3-1. Éléments d'appréciation résultant de l'examen du dossier d'enquête publique	08
3-1-1. Le dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique	08
3-1-2. Les plans réglementaires	08
3-1-3. Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15 février 2016	09
✓ Article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND	09
✓ Article 39 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND	09
3-2. Éléments d'appréciation résultant de l'enquête publique	10
a) La publicité de l'enquête publique	10
b) Les 3 observations recueillies pendant la durée légale de l'enquête publique	10
c) Le mémoire en réponse de TRINOVAL	10
4- Conclusions relatives à la demande d'instauration de SUP	11
5- Avis du commissaire enquêteur concernant la demande d'instauration de SUP	11

Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de servitudes d'utilité publique présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL)

Conclusions et Avis

Demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique

Titre 1- Rappel de l'objet de l'enquête publique et des principaux éléments la concernant

1-1. Le contexte général

Le SMIRTOM Picardie Ouest, devenu aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg (80).

Le centre de traitement de Thieulloy-l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations :

- un centre de tri¹
- un centre d'enfouissement,
- une plate-forme de compostage,
- une déchetterie.

Trois déchetteries extérieures (Hallencourt, Loeuilly et la Chaussée-Tirancourt) sont également gérées par TRINOVAL.

Les compétences principales de TRINOVAL sont :

- La collecte des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme comprenant :
 - la collecte hebdomadaire en porte-à-porte des ordures ménagères et assimilées,
 - la collecte sélective toutes les 2 semaines en porte-à-porte des matières recyclables,
 - la collecte par apport volontaire du verre,
 - la gestion des déchetteries.
- Le traitement des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme et de 89 communes de l'Oise comprenant :
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement du centre d'enfouissement technique,
 - la gestion (exploitation investissement) du centre de tri,
 - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement de la plate-forme de compostage des déchets verts.

De plus, les déchets recyclables de quelques communes de Seine-Maritime (convention avec IKOS) sont traités par le centre de tri de Thieulloy-l'Abbaye.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site dont le siège social est situé Chemin rural n°3, « Les Corbières » à Thieulloy-l'Abbaye.

Un premier dossier a été déposé en préfecture le 18 décembre 2015 et complété le 22 novembre 2018. Il a été déclaré non recevable en date du 6 juin 2019.

¹ Centre de tri : La chaîne du centre de tri a été fermée le 30 juin 2019. À ce jour, le bâtiment ne sert plus qu'à stocker les flux d'emballages collectés avant le transfert vers le centre de tri de la société VEOLIA à Amiens.

Pour répondre aux insuffisances de fond, le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL) a communiqué les 16 juillet et 29 août 2019 des compléments à sa demande d'autorisation en vue d'augmenter la capacité de stockage de déchets non dangereux du site exploité sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye.

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- Un stockage d'amiante liée ;
- Une plate-forme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- Un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats² et de valorisation « *in situ* » du biogaz.

Le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, complété le 10 décembre 2013.

L'installation actuelle, autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, régit deux zones de stockage dénommées C1 et C2. Cette zone C2 délimite deux casiers C2a et C2b d'un volume de 290 000 m³. L'objet du dossier est d'accroître la capacité du centre de stockage par une reconfiguration des casiers, en supprimant le quai de déchargement. Ainsi, le volume global passerait à 431 195 m³ et la durée d'exploitation serait prolongée jusqu'en 2031, contre 2026 actuellement.

1-2. La demande d'autorisation d'exploiter

Par courrier adressé le 16 juillet 2019 à Madame la Préfète de la Somme, Monsieur Joseph BLEYAERT, agissant en qualité de président de TRINOVAL, sollicite l'autorisation d'exploiter et de développer sur le territoire des communes d'Hornoy-le-Bourg et de Thieulloy-l'Abbaye :

- Une extension et une modification du mode d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND³) :

- Aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur.

La bioréaction vise à accélérer la production de bio gaz. Elle consiste à récupérer les lixiviats pour les réinjecter dans la masse des déchets. Apportant humidité et nutriments aux bactéries à l'œuvre dans le massif, ils accélèrent le processus de dégradation en facilitant ainsi la récupération du méthane utilisable à des fins énergétiques.

- Augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND à hauteur de 45 000 t/an.

- Une plate-forme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes ;
- Un nouveau casier de stockage d'amiante.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a donc été précisé et développé afin que l'ensemble des parties prenantes puisse apprécier la nature des modifications demandées.

L'objet du dossier d'autorisation concerne plus précisément trois demandes :

- La demande d'augmentation du tonnage de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- La mise en place d'une plate-forme de valorisation des déchets inertes (plate-forme de valorisation et casier de stockage),
- La mise en place d'un traitement spécifique des eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage (phyto- et TCCR - Taillis à Très Courte Rotation).

² Lixiviats : Liquide résiduel engendré par la percolation (traversée lente d'un milieu) de l'eau et des liquides à travers une zone de stockage de déchets.

³ ISDND : Installation de stockage de déchets non dangereux.

- Rapport du 06 avril 2020 – Conclusions et Avis concernant la Demande de Servitudes d'Utilité Publique.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à autorisation. Elles relèvent également de la directive IED⁴ dont l'un des principes directeurs est le recours aux « Meilleures Techniques Disponibles » (MTD⁵).

Les activités couvriront une surface d'environ 24 ha.

La surface totale du site restera la même qu'actuellement, soit environ 28 ha.

Le dossier a été déclaré recevable par les services de l'Inspection des installations classées le 21 novembre 2019.

En parallèle de ce dossier, l'exploitant a formulé une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique, qui fait l'objet des présentes conclusions.

1-3. Le dossier de demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique

1-3-1. Maîtrise foncière des parcelles du projet

Un plan d'implantation cadastrale du site actuel est joint dans le Dossier n°7 – Plans.

Les activités concernées par le projet faisant l'objet du dossier, sont envisagées sur les parcelles cadastrales du site TRINOVAL actuel, qui sont toutes la propriété du Syndicat.

La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie (parcelle ZH54, Zh55, ZH56 en partie, ZH47, YX17 en partie) qui font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation indépendant en date du 20 novembre 1995.

Ces parcelles hors site sont néanmoins concernées par la zone de servitudes des 200 m (Partie V du dossier n°1).

Les installations de valorisation du biogaz rattachées à l'installation de l'ISDND sont situées sur les parcelles ZH56 et YX17, localisées sur les anciennes parcelles AB49 et AB72 mentionnées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995.

1-3-2. Règlement d'urbanisme

Le centre de stockage est situé en zone « NCo » du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune d'Hornoy-le-Bourg, approuvé le 11 septembre 1989 et révisé le 2 février 2000.

La zone « NCo » autorise uniquement les décharges contrôlées d'ordures ménagères et les constructions et installations directement liées à l'exploitation des décharges d'ordures ménagères.

Ce classement est donc compatible avec le projet.

1-3-3. Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes

Les parcelles hors site concernées par la zone de servitudes des 200 m au-delà de la future zone à exploiter de l'ISDND comprennent :

- des parcelles agricoles cultivées ;
- le centre de tri et la déchetterie ;
- des boisements.

De manière à répondre à l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016, en ce qui concerne les garanties d'isolement des tiers dans un rayon de 200 m, il convient de noter l'absence d'habitation dans ce rayon.

⁴ IED : Directive IED : La directive n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Un de ses principes directeurs est le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD).

⁵ MTD : les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et le plus avancé des activités et de leur mode d'exploitation. Elles doivent démontrer leur aptitude pratique à constituer la base des valeurs limites d'émissions visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

1-3-4. Évaluation des impacts au regard de la compatibilité des activités environnantes

Le site de TRINOVAL se situe en zone rurale.

L'environnement proche du périmètre d'étude est composé de zones de champs cultivés et de massifs boisés.

Les zones urbanisées les plus proches sont Thieulloy-l'Abbaye à 1,7 km au sud de et Hornoy-le-Bourg environ 2,5 km à l'ouest.

Les activités agricoles ne font pas l'objet de pompage d'eau dans les fossés présents en bordure de voirie ou des chemins, ni dans les cours d'eau non pérennes à proximité immédiate du site.

Le site étudié ne se situe pas dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage AEP.

Aucun forage n'a par ailleurs été recensé dans ce périmètre des 200 m.

Aucun bâtiment à usage d'habitation n'a été recensé dans ce périmètre.

On note également l'absence de tout vestige, monument classé ou inscrit, ou infrastructures sportives ou touristiques dans le périmètre concerné.

Les activités environnantes ne présentent donc pas d'incompatibilité avec les activités du site en projet.

1-3-5. Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées

a) Procédure et références réglementaires

La procédure relative à l'institution de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) est définie par les articles R.515-24 à R.515-31 de la partie réglementaire du Code de l'Environnement.

Cette demande est fondée selon les dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement modifié par l'article 149 de la Loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité, en date du 27 février 2002.

Les servitudes, si elles sont constituées, seront annexées au document d'urbanisme de la commune de Thieulloy-l'Abbaye dans les conditions prévues par les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

b) Périmètre concerné par les servitudes

Le périmètre des servitudes concerne une bande foncière de 200 mètres autour de la zone de stockage des déchets non dangereux qui a été délimitée à partir de la crête de digue des casiers.

Bien que disposant de la maîtrise foncière d'une partie des parcelles concernées, TRINOVAL fait porter la demande de servitudes sur l'ensemble des parcelles concernées par la bande des 200 mètres.

En application de l'article L512-12 et L515-9 du Code de l'Environnement, le syndicat TRINOVAL demande l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP).

Cette demande est faite en parallèle de la procédure au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les enquêtes publiques de ces deux procédures seront concomitantes.

c) Énoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes

Les servitudes d'utilité publique objet de la présente demande d'institution porteront sur les critères définis ci-après :

✓ Interdiction du droit d'implanter des constructions à usage d'habitation et d'aménager des terrains de camping, de stationnement de caravanes, mobil-homes et camping-cars,

- ✓ Subordination des conditions d'utilisation du sol et du sous-sol (forages, drainages...) à l'absence d'utilisation humaine ou animale des eaux prélevées ;
- ✓ Subordination des modifications de l'état du sol et du sous-sol (retenues d'eau, carrières...) au respect des prescriptions tendant à assurer la protection du site d'exploitation ;
- ✓ Limitation des ouvrages et constructions à un usage autre que celui d'habitation, les bâtiments d'élevage devant être soumis à des prescriptions préfectorales propres permettant d'assurer leur protection et celle de l'environnement ;
- ✓ Tout stockage de produits explosifs ou inflammables sera interdit,
- ✓ Tout comblement sans dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site sera interdit,
- ✓ Devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants compris dans la bande des 200 mètres :
 - Création de captages d'eau, de puits ou de forages ;
 - Création de carrières ou galeries souterraines ;
 - Travaux de drainage en profondeur affectant les écoulements d'eau souterrains,
 - Dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site, ou captage d'eau pour un usage quelconque dans ces fossés ou ruisseaux temporaires.
- ✓ L'accès aux parcelles sera rendu possible pour permettre la surveillance et l'entretien du site.

d) Durée d'institution des servitudes

Les servitudes d'utilité publique, objet de la présente demande, devront être instituées jusqu'à la fin de la période de post-exploitation de l'ISDND, soit 30 ans après la fermeture du site.

La date d'échéance des servitudes est donc envisagée au 31 décembre de l'année 2061, pour une exploitation du casier de 2016 à 2031.

Dans l'hypothèse où les déchets seraient retirés de la zone de stockage, les servitudes cesseront de produire leur effet.

e) Indemnités

Conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement, ces servitudes pourront être indemnisées à l'amiable dans les conditions prévues par l'article L.515-11 du même code, dès lors que leur institution entraînera un préjudice direct, matériel et certain aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits.

f) État des parcelles implantées dans un rayon de 200 m en pourtour de l'ISDND projeté

TRINOVAL a formulé une demande qui concerne 42 parcelles. La liste des propriétaires est consultable au dossier d'enquête publique : Classeur 1- Dossier 1 - Pièces administratives.

Parcelle	Surface concernée par bande des 200 m hors site ICPE (m ²)	Surface totale (m ²)	Propriétaire
XL 1	8744	9272	Monsieur Lamory
ZH 36	25 923	61 813	Monsieur Lamory
ZH 37	22 019	31 054	Monsieur Lamory
ZH 38	6444	8732	Monsieur Lamory
ZH 40	14 606	23 422	Monsieur Barbier
ZH 41	19 799	33 912	Monsieur Buchard
ZH 42	4279	8478	Madame Hesse
ZH 44	7903	29 637	Madame Hesse
ZH 48	1108	3034	Monsieur Tetu

- Rapport du 06 avril 2020 – Conclusions et Avis concernant la Demande de Servitudes d'Utilité Publique.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

ZH 49	2132	6349	Monsieur Tetu
ZH 50	4362	14 434	Mesdames Saillofest et de Visme
ZH 52	7325	16 059	Monsieur Portalis
ZH 53	1365	1470	Indivision Duboëlle
XL 2	9422	9422	Monsieur Portalis
XL 21	960	6142	Duboëlle/Marie-Jeanne Blanche Brigitte
XL 22	6752	6752	
YX 25	20 300	20 300	Indivision Duboëlle
YX 26	4559	20 473	Indivision Duboëlle
YX 27	15 842	15 842	Madame Baronchelli épouse Duboëlle
YX 28	4313	13 940	Madame Baronchelli épouse Duboëlle
YX 29	2426	16 818	Mesdames Saillofest et de Visme
YX 30	27 705	77 877	Mesdames Saillofest et de Visme
YX 5	10 225	120 222	Monsieur Fertel
YX 22	4068	9540	Commune d'Hornoy-le-Bourg
YX 23	2600	2600	Indivision Desponts-Brouard
YX 24	1871	5140	Madame Duchaussoy
YX 1	5566	5710	Monsieur Fertel
YX 20	5550	5550	Monsieur Fertel
YX 21	8340	8340	Monsieur Fertel
YX 18	6843	7750	Monsieur Hesse
YX 19	2501	2710	Monsieur Hesse
YW 12	14 375	57 937	Monsieur Denoyelle
YW 14	9643	16 226	Mesdames Saillofest et de Visme
YW 2	5230	131 248	Monsieur Lejeune
YW 3	14 838	15 280	Monsieur Buchard
YW 4	8780	11 499	Commune d'Hornoy-le-Bourg
YW 5	2280	78 279	Madame Guillemain
YW 15	1145	4930	Messieurs Canalpe
YX 17	7835	7835	TRINOVAL
YW 18	427	620	Madame Hesse
YW 19	372	620	Madame Macret-Guilbert
YW 21	58	930	Monsieur Thuillier

Titre 2- L'enquête publique

Le déroulement de l'enquête publique est régi par les articles L.123 à L.123-16 et R.123-1 à R.123-33 du code de l'environnement.

2-1. L'arrêté du 10 janvier 2020 de Madame la Préfète du département de la Somme

a) Objet de la demande visée par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020

Vu la demande présentée le 18 décembre 2015, complétée les 16 novembre 2018, 16 juillet et 29 août 2019 par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL), dont le siège social est situé chemin rural n°3 « Les Corbières » à Thieulloy-l'Abbaye (80 640), en vue de l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, parcelles cadastrées section ZH39, ZH56 pp et YX17 pp, sur le territoire de la commune de Thieulloy-l'Abbaye et section YXa, YX4z, YX3a, YX3c, YX3d, YX3e, YX3f, YX3g, YX3h, YX3i, YX3z, YX3b, sur le territoire de la commune d'Hornoy-le-Bourg, ainsi que l'instauration de servitudes d'utilité publique.

- Rapport du 06 avril 2020 – Conclusions et Avis concernant la Demande de Servitudes d'Utilité Publique.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

b) Mise en application des dispositions relatives à l'organisation de l'enquête publique

- Durée de l'enquête publique : du lundi 18 février au mardi 10 mars 2020 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.
- Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique ont été déposés en mairies de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, à disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture habituelle.
- Le dossier d'enquête a été consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme.
- Un poste informatique été mis à disposition du public à la préfecture de la Somme, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne, aux jours et heures habituelles d'ouverture de celles-ci.
- Le site Internet de la préfecture de la Somme a ouvert la possibilité de déposer des observations par voie électronique.
- La mairie d'Hornoy-le-Bourg a été désignée siège de l'enquête publique.
- Le rayon d'affichage de 3 km de l'enquête publique concerne les communes d'Hornoy-le-Bourg, Thieulloy-l'Abbaye, Aumont, Saint-Aubin-Montenoy et Vraignes-lès-Hornoy.
- Un avis d'enquête a été affiché aux mairies de ces communes 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire avant le 26 janvier 2020, et pendant toute la durée de l'enquête.
- TRINOVAL a procédé dans les mêmes conditions de délais et de durée à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.
- L'enquête publique a été annoncée 15 jours au moins avant son ouverture dans les journaux « Courrier Picard » et « Picardie la gazette », et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête.
- Cinq permanences de 03h00 ont été assurées par le commissaire enquêteur : 3 en mairie d'Hornoy-le-Bourg, et 2 en mairies de Thieulloy-l'Abbaye.
- Les Conseils municipaux des communes concernées par le rayon d'affichage ont été invités à donner leur avis, pendant la durée de l'enquête publique et au plus tard dans les 15 jours suivant sa clôture.
- L'enquête publique a été clôturée le 10 mars 2020 à 17 heures, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une prolongation de sa durée initiale.
- Le procès-verbal de synthèse des observations a été remis le 16 mars 2020 sur le site de TRINOVAL.
- Le mémoire en réponse de TRINOVAL a été réceptionné le 31 mars 2020.

2-2. Autres formalités

a) Réunion préparatoire et visite guidée sur site à Thieulloy-l'Abbaye

Une réunion préparatoire a été organisée le 4 février 2020 sur le site de TRINOVAL avec la participation de :

- Madame Céline CERJAK, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.
- Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL, en charge des Affaires générales, Santé, Sécurité, Environnement.
- Monsieur Guy MASSON, 1^{er} vice-président.
- Monsieur Patrick BEUVRY, Directeur Général des Services TRINOVAL.
- Monsieur Bernard BREUIL, Responsable d'exploitation à IKOS Environnement.
- Madame Sarah HAMADANI, Ingénieur d'études Département Environnement industriel, Bureau d'étude BURGEAP.
- Monsieur Patrick JAYET, commissaire enquêteur.

La réunion a été suivie d'une visite guidée du Centre de traitement d'activité de stockage et de valorisation de déchets de TRINOVAL à Thieulloy-l'Abbaye, et d'un transport en mairie d'Hornoy-le-Bourg, désignée siège de l'enquête publique.

b) Publicité complémentaire

- Un tract d'information distribué chez l'habitant dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye en janvier 2020 à l'initiative de la municipalité en janvier 2020.
- Un avis d'information a été mis en ligne le 24 février 2020 sur le site internet de TRINOVAL à l'adresse : <http://www.trinoval.fr/Actualites/Enquete-publique>
Ainsi que sur ses pages Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/trinoval80>

2-3. Synthèse de l'enquête publique

Trois observations ont été versées à l'enquête publique pendant sa durée légale.

Deux thématiques ont été retenues pour classer les observations recueillies :

- DAE / Applicables au projet de Demande d'Autorisation d'Exploiter.
- SUP / Applicables aux Servitudes d'Utilité Publique.

L'enquête publique n'a pas suscité la mobilisation des habitants des communes environnantes.

Pour expliquer le désintérêt manifesté par la population, on peut avancer l'hypothèse que le centre de stockage de déchets de Thieulloy-l'Abbaye qui existe depuis 1982 fait historiquement partie de son environnement local.

À préciser également que la crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19 n'a eu aucune incidence sur la fréquentation des mairies lors des permanences, puisque les secrétariats sont restés ouverts à l'accueil du public. Les mesures gouvernementales relatives au confinement des populations ont été prises le 17 mars 2020.

Titre 3 – Les motivations de l'avis relatif à la demande d'instauration de SUP

3-1. Éléments d'appréciation résultant de l'examen du dossier d'enquête publique

3-1-1. Le dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique

Le pétitionnaire a formulé une demande qui concerne 42 parcelles et la liste des propriétaires est consultable au dossier : Tableau 3 – page 18/22 du § 4.2 « Périmètre concerné par les servitudes » du classeur 1 – Pièce 1.

Le dossier doit être instruit conformément aux dispositions des articles R.515-91 à R.515-97 du code de l'environnement sur une bande de 200 m autour de l'emprise des installations (article 7 évoqué ci-après au §3-1-3.).

3-1-2. Les plans réglementaires

Le dossier comprend :

- une carte au 1/25 000^{ème} de situation du projet
- un plan des abords de l'installation au 1/2 500^{ème}
- un plan d'ensemble au 1/1 000^{ème} de la vue complète du site.

Le plan parcellaire des zones concernées par le projet et la demande de servitudes d'utilité publique est consultable en annexe 1 du Classeur 1 - page 22.

3-1-3. Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15 février 2016

✓ Article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :

« Afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatibles avec installation, les casiers sont situés à la distance minimale de 200 m de la limite de propriété du site. Cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriétés et ladite distance de 200 m sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L.512-12 du code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation de la période de suivi du site, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée.

Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers.

La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets ayant une fraction soluble inférieure à 5 %.

Dans le cas où le demandeur de l'autorisation d'exploiter ne serait pas propriétaire des terrains d'emprise de l'installation, le demandeur de l'autorisation d'exploiter justifie à l'administration, pour la zone à exploiter, qu'il dispose de l'accord écrit sous forme d'un acte notarié des propriétaires des terrains pour un usage d'installation de stockage de déchets non dangereux, et de mono-déchets spécifiques le cas échéant, valide pour la période d'exploitation et de suivi long terme.

Les documents afférents sont joints à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement. Pour la bande d'isolement, la demande d'établissement de servitudes d'utilité publique est jointe à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement, le cas échéant ».

⇒ Commentaire figurant au dossier :

« Un dossier de demande d'instauration de servitudes au droit des parcelles concernées par la bande d'isolement est inclus dans le présent DDAE. La bande d'isolement du site regroupe des éloignements de 200 mètres pour les casiers ISDND.

Les éléments concernant la bande d'isolement autour du site sont disponibles dans le dossier 1 – Pièces administratives Pièce IV maîtrise foncière dans la bande des 200 m ».

✓ Article 39 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :

« Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.

Les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ne sont pas soumis aux dispositions des articles 8 à 12, l'article 16-III, les articles 18, 19, 21, 22, 36 et 37. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, l'exploitant établit que l'exploitation des casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les durées prescrites fixées aux articles 35 et 38 peuvent être adaptées.

La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. »

⇒ Commentaire figurant au dossier :

« Le casier Amiante AM1 est antérieur aux dispositions de l'AM du 15/02/2016. Il dispose de l'antériorité.

Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante lié seront les mêmes que ceux admis actuellement.

Dans le cadre de l'activité existante, une procédure d'acceptation spécifique à ces déchets a été mise en place.

La bande d'isolement du casier ISDND a été fixée à 100 mètres autour de ce casier ».

3-2. Les éléments d'appréciation résultant de l'enquête publique

a) La publicité de l'enquête publique

La publicité légale de l'enquête publique a été conforme à la législation en vigueur et aux dispositions prescrites par les articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020.

L'accomplissement de ces formalités sera certifié par une attestation établie respectivement par les maires des communes concernées par le rayon d'affichage de 3 km, et par l'exploitant lui-même dans le cadre des affichages réalisés sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet.

Elle a été complétée par :

- Un avis d'information diffusé chez l'habitant dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye en janvier 2020
- Un avis d'information a été mis en ligne le 24 février 2020 sur le site internet de TRINOVAL à l'adresse : <http://www.trinoval.fr/Actualites/Enquete-publique>

Ainsi que sur ses pages Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/trinoval80>

b) Les 3 observations recueillies pendant la durée légale de l'enquête publique

Hornoy/01 29 février 2020	Une délibération du Conseil municipal d'Hornoy-le-Bourg du 11 février 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Thieulloy/01 06 mars 2020	Une délibération du Conseil municipal de Thieulloy-l'Abbaye du 02 mars 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Hornoy/02 10 mars 2020	Observation déposée par M. de VISME, agriculteur à Lincheux.	Courrier faisant état de plusieurs remarques relatives aux nuisances liées à l'exploitation du site, l'impact sur la qualité de l'air et la gestion du risque sanitaire. Avis sur le projet non exprimé. Thématique : DAE

c) Le mémoire en réponse de TRINOVAL

Le mémoire en réponse transmis le 31 mars 2020 sous la signature de Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL, a été rédigé à l'en-tête conjointe du Bureau d'études GINGER-BURGEAP et TRINOVAL.

TRINOVAL a pris acte des avis favorables exprimés dans les délibérations des Conseils municipaux des communes d'Hornoy-le-Bourg et Thieulloy-l'Abbaye.

Ces deux avis favorables portent globalement sur le projet porté par TRINOVAL, incluant la demande d'Autorisation d'Exploiter (DAE) et la demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique (SUP), mais ne sont pas argumentés.

En conséquence, TRINOVAL n'a pas jugé nécessaire d'y apporter une réponse.

La 3^{ème} observation déposée par Monsieur de VISME ne concerne pas la thématique dédiée à la demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique.

4- Conclusions relatives à la demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique

Vu les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2007 qui prévoit notamment que la zone à exploiter d'une ISDND doit être située à plus de 200 m de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport au tiers sous forme de contrats, de conventions ou de servitudes, et sachant que :

- ✓ Le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL) est un Syndicat mixte interdépartemental qui exerce une mission de service public auprès des usagers de son territoire en assurant la collecte, le traitement la valorisation des déchets ménagers et assimilés.
- ✓ TRINOVAL a sollicité que la garantie d'isolement visée à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 soit apportée sous la forme de servitudes d'utilité publique sur les parcelles dont il n'a pu acquérir la maîtrise foncière.
- ✓ TRINOVAL a présenté une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique qui concerne 42 parcelles localisées, dont les propriétaires ont tous été identifiés.
- ✓ Conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement, ces servitudes pourront être indemnisées à l'amiable dans les conditions prévues par l'article L.515-11 du même code, dès lors que leur institution entraînera un préjudice direct, matériel et certain aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits.
- ✓ Le dossier comprend le plan parcellaire des zones concernées par le projet la demande de servitudes d'utilité publique, sous l'intitulé « TRINOVAL Bande d'isolement ».
- ✓ Aucun bâtiment à usage d'habitation n'a été recensé dans ce périmètre, et que les activités environnantes ne présentent pas d'incompatibilité avec les activités du site en projet.
- ✓ L'enquête publique n'a mis en évidence aucun élément objectif susceptible de remettre en cause le bien fondé de la demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique.

5- Avis du commissaire enquêteur concernant la demande d'instauration de SUP

Dans le cadre de la demande relative à l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, parcelles cadastrées section ZH39, ZH56 pp et YX17 pp, sur le territoire de la commune de Thieulloy-l'Abbaye et section YXa, YX4z, YX3a, YX3c, YX3d, YX3e, YX3f, YX3g, YX3h, YX3i, YX3z, YX3b, sur le territoire de la commune d'Hornoy-le-Bourg.

J'émet un AVIS FAVORABLE à la demande d'instauration de Servitudes d'Utilité Publique présentée par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL), associée conjointement à la demande d'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, sur les territoires des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg.

Le 06 Avril 2020,
Le commissaire enquêteur P. JAYET

